

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/5
30 octobre 2000

(00-4527)

RAPPORT (2000) DU COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT

1. Le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) a poursuivi l'examen des points du programme de travail énoncés dans la Décision ministérielle de Marrakech sur le commerce et l'environnement en procédant par groupes de questions, sur les thèmes de l'accès aux marchés et de l'interdépendance des activités multilatérales concernant l'environnement et des activités multilatérales concernant le commerce. Les débats se sont déroulés sous la présidence de M. l'Ambassadeur István Major (Hongrie), puis sous la présidence de Mme l'Ambassadrice Yolande Biké (Gabon).
2. Le CCE a tenu trois réunions en 2000 (voir l'annexe). La réunion du 29 février et du 1^{er} mars a porté sur les points du programme de travail en rapport avec la question de l'accès aux marchés, à savoir les points 2, 3, 4 et 6. Les discussions ont permis d'élargir et d'approfondir l'analyse sectorielle au titre du point 6, et ont porté, en particulier, sur le secteur de la pêche.
3. La réunion des 5 et 6 juillet a porté essentiellement sur les points du programme de travail en rapport avec les activités multilatérales concernant l'environnement et les activités multilatérales concernant le commerce, notamment les points 1, 5, 7 et 8. Le 5 juillet, le CCE a organisé, avec les secrétariats d'accords environnementaux multilatéraux (AEM) présentant un intérêt pour ses travaux, une séance d'information dont l'objet était d'informer les Membres des faits nouveaux en rapport avec le commerce intervenus dans le cadre de ces accords. Des exposés et des documents ont été présentés par les secrétariats de la Convention sur la diversité biologique, du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique. La Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique a également présenté un document. Cette réunion a permis au CCE de mieux faire comprendre les liens entre les activités multilatérales concernant l'environnement et les activités multilatérales concernant le commerce.
4. À la réunion des 24 et 25 octobre, les participants ont examiné les points 9 et 10, ainsi que les deux groupes de questions, et ont adopté le présent rapport du CCE au Conseil général. Une deuxième séance d'information sur les AEM a été organisée le 24 octobre avec la participation du Directeur général de l'OMC et du Directeur exécutif du PNUE, témoignant de la ferme volonté institutionnelle des Secrétariats de l'OMC et du PNUE d'agir de concert avec les secrétariats des AEM pour identifier des synergies et renforcer leur complémentarité. Des exposés ont été présentés par les secrétariats de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, le PNUE, Substances chimiques concernant la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause et le projet de convention sur les polluants organiques persistants et le Forum intergouvernemental sur les forêts. L'Organisation internationale des bois tropicaux a également présenté un document à cette réunion.

5. Les Membres ont noté que les séances d'information sur les AEM contribuent grandement à une meilleure compréhension mutuelle des rapports entre l'OMC et les AEM, notamment en permettant d'identifier des synergies entre l'OMC, le PNUE et les AEM. Elles sont aussi une excellente occasion de forger des liens institutionnels concrets entre l'OMC, le PNUE et les secrétariats des AEM.

6. En 2000, la base de données de l'OMC sur l'environnement a été actualisée par le Secrétariat pour l'année 2000 sous couvert du document WT/CTE/W/143. Elle a été établie en 1998 conformément à la recommandation formulée dans le rapport (1996) du CCE à la Conférence ministérielle de Singapour (WT/CTE/1), qui demandait que toutes les notifications relatives à l'environnement communiquées à l'OMC soient rassemblées et mises à jour chaque année. La liste des documents distribués au CCE depuis 1995 a été diffusée sous la cote WT/CTE/INF/2/Rev.1.

7. En 2000, le Secrétariat a organisé une deuxième série de séminaires régionaux sur le commerce et l'environnement à l'intention des fonctionnaires des pays en développement et des pays les moins avancés. Ces séminaires ont eu lieu en Afrique du Sud, à Malte, au Gabon et en Argentine. Leur but est de mieux faire connaître les rapports entre le commerce, l'environnement et le développement durable, et d'améliorer le dialogue entre les décideurs des Ministères du commerce et de l'environnement des pays en développement et des pays les moins avancés Membres de l'OMC.

8. Le CCE est convenu de tenir trois réunions en 2001 (13-14 février, 27-28 juin et 30-31 octobre) et de continuer à approfondir l'examen de tous les points du programme de travail en procédant par grands groupes de questions. Les autres questions sur lesquelles les Membres souhaiteraient que le Comité se penche afin de s'acquitter de son mandat seront également prises en considération.

ANNEXE

Programme de travail et calendrier des réunions pour 2000

1. Dans le rapport (1999) du Comité du commerce et de l'environnement (WT/CTE/4), il est dit que le CCE poursuivra l'examen de tous les points de son programme de travail en procédant par groupes de questions, sur les thèmes de l'accès aux marchés et de l'interdépendance des activités multilatérales concernant l'environnement et des activités multilatérales concernant le commerce. En attendant l'élaboration du programme de travail futur de l'OMC et compte tenu de la contribution des Membres au titre des différents points du programme de travail, notamment, le cas échéant, de leur expérience nationale, le calendrier des réunions ci-après est proposé à titre provisoire. À chaque réunion, les Membres disposeront de temps pour revenir, s'ils le souhaitent, sur les points examinés à la réunion précédente.

2. À la réunion du 29 février et du 1^{er} mars, le CCE examinera les points du programme de travail en rapport avec la question de l'accès aux marchés, notamment:

- Point 2: Rapports entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les mesures environnementales ayant des effets notables sur le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral;
- Point 3: Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et:
- a) les impositions et taxes appliquées à des fins de protection de l'environnement;
 - b) les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage;
- Point 4: Dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et prescriptions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce;
- Point 6: Effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges.

3. À la réunion des 5 et 6 juillet, le CCE examinera les points du programme de travail relatifs à l'interdépendance entre les activités multilatérales concernant l'environnement et les activités multilatérales concernant le commerce, notamment:

Séance d'information sur les AEM;

- Point 1: Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux;
- Point 5: Rapports entre les mécanismes de règlement des différends du système commercial multilatéral et ceux qui sont prévus dans les accords environnementaux multilatéraux;
- Point 7: Question des exportations de produits interdits sur le marché intérieur;
- Point 8: Dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

4. Les 24 et 25 octobre, le CCE examinera les points suivants:

Séance d'information sur les AEM;

Point 9: Programme de travail envisagé dans la Décision sur le commerce des services et l'environnement;

Point 10: Contribution à apporter aux organes pertinents pour ce qui est des arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales visées à l'article V de l'Accord sur l'OMC;

Examen des deux groupes de questions relatives à l'accès aux marchés (points 2, 3, 4 et 6) et à l'interdépendance des activités multilatérales concernant l'environnement et des activités multilatérales concernant le commerce (points 1, 5, 7 et 8).

Adoption du rapport (2000) du CCE.
